

**Pétitionnaire**

SAUCOPAR

Contact : R. Roussel

BP 60009, 88161 LE THILLOT Cedex

06.87.98.14.35. // [r.rousseau@saulcot.com](mailto:r.rousseau@saulcot.com)

SIRET : 306 350 711 000 74

# TRAVAUX SUR LA VANNE DE DECHARGE AU BARRAGE DES LONGENES SUR LA MOSELOTTE A SAULXURES-SUR-MOSELOTTE

DOSSIER DE DECLARATION SIMPLIFIE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU



DEPARTEMENT DES VOSGES (88)

COMMUNE DE SAULXURES-SUR-MOSELOTTE

LIEU-DIT : LES LONGENES

COURS D'EAU : LA MOSELOTTE

Réalisation du dossier :



**BEJC**

Bureau d'études  
Jacquel & Chatillon

[www.be-jc.com](http://www.be-jc.com)

**Mars 2024**



**BEJC**  
Bureau d'études  
Jacquel & Chatillon  
[www.be-jc.com](http://www.be-jc.com)

Co-réalisation de l'étude		
Yohann BATOZ (2) Chargé d'études	y.batoz@be-jc.com	03.29.68.07.43
Laurent JACQUEL (1) Gérant	laurent.jacquel@wanadoo.fr	03.29.36.27.46 06.07.30.96.42

---

AGENCES

- (1) Bureau d'études Jacquel & Chatillon, Siège social, 7 rue d'Epinal, 88240 BAINS LES BAINS
- (2) Antenne Hydraulique et Environnement, rue des Vergers, 88240 BAINS LES BAINS
- (3) Antenne Hydroélectricité, 53 rue du Château des Princes, 54840 GONDREVILLE
- (4) Antenne Photovoltaïque et Eolien, 3 quai des Arts, 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
- (5) Antenne Photovoltaïque et Eolien, 47 avenue Gambetta, 26000 VALENCE

Date d'édition : 27 mars 2024

## **AVERTISSEMENTS :**

- Ce document type n'a aucune valeur réglementaire Le demandeur garde l'entière responsabilité de son étude Le service instructeur se réserve la possibilité de demander tout élément complémentaire qu'il jugera nécessaire à l'instruction après la lecture du dossier.
- **Le document doit rester complet** (ne pas enlever de parties), à l'exception du point 7, paragraphe B qui peut être adapté (rayer les parties concernant d'autres types de travaux).
- Le dossier comprend **8 points indispensables** dont il est préférable de **respecter l'ordre** pour faciliter l'instruction. Le document doit être **signé en dernière page**. **Le déclarant s'engage à respecter l'ensemble de sa déclaration**, qui doit donc être précise.
- **Il convient donc de déposer le dossier suffisamment à l'avance :** Après dépôt du dossier complété et signé, le Préfet (représenté par la DDT) dispose de **2 mois** pour s'opposer au projet ou demander des compléments. Après réception des compléments le Préfet dispose encore de 2 mois pour s'opposer au projet. Le Préfet peut également faire un arrêté de prescriptions spécifiques.

**Il est conseillé d'utiliser un document datant  
de moins de 6 mois (voir date en pied de page)**

## Dossier de **Déclaration** au titre de la Loi sur l'Eau

**Ce document type ne peut être utilisé que pour les rubriques :**

**3.1.5.0-2°**

et éventuellement **3.1.2.0-2°** si la longueur  
concernée est **inférieure à 10 m**

(et si aucune autre rubrique n'est concernée. Si d'autres rubriques sont concernées ou  
si la 3.1.2.0-2° est concernée pour une longueur entre 10 et 100 m, ce document  
simplifié ne peut être utilisé)

Références Réglementaires : [Articles R 214 - 1 à R 214 - 56 du code de l'environnement.](#)

**Dossier à déposer en 1 exemplaire papier ET sous forme numérique** (signée et  
couleur)

### **à adresser à la**

Direction Départementale des Territoires  
Service de l'Environnement et des Risques (SER) / **courrier n°33**  
**Bureau de la Police de l'Eau – Milieux Physiques Superficiels**  
22 à 26 avenue Dutac  
88026 ÉPINAL CÉDEX  
Tél. : **03.29.69.12.06**

mail pour **l'envoi du dossier sous forme numérique (pdf) :**

[\*\*ddt-ser@vosges.gouv.fr\*\*](mailto:ddt-ser@vosges.gouv.fr)

ou

**pour les gros fichiers, via les sites :** <https://wetransfer.com/> ou  
<https://melanissimo-ng.din.developpement-durable.gouv.fr/>

**Définition d'un cours d'eau** (issue de l'article L 215-7-1 du Code de l'environnement, de la jurisprudence du 21 octobre 2011 du Conseil d'Etat et de l'instruction du Gouvernement du 3 juin 2015) :

Le législateur a reconnu trois critères cumulatifs pour l'identification de cours d'eau :

● **Un débit suffisant une majeure partie de l'année :**

Le cours d'eau est un milieu caractérisé par un écoulement non exclusivement alimenté par des épisodes pluvieux locaux. A noter que certains cours d'eau ont des écoulements naturellement intermittents.

● **L'alimentation par une source :**

Un cours d'eau, même s'il ne coule pas toute l'année, doit donc être alimenté par au moins une autre source que les seules précipitations. **Cette source n'est pas nécessairement localisée.** Elle peut être ponctuelle, à l'endroit où la nappe jaillit, mais ce peut aussi être l'exutoire d'une zone humide diffuse, notamment en tête de bassin.

● **L'existence d'un lit naturel à l'origine :**

Les cours d'eau fortement anthropisés (tels que les cours d'eau canalisés ou recalibrés) doivent être considérés comme des cours d'eau, même si la modification substantielle a pu lui faire perdre sa vie aquatique ou un substrat spécifique. Des bras artificiels peuvent également être considérés comme des cours d'eau (à l'abandon et en voie de renaturation ou captant la majeure partie du débit).

**A noter :** Une cartographie des cours d'eau est en cours d'élaboration sur le département : voir le site Internet

<http://www.vosges.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eau/Cartographie-et-identification-des-cours-d-eau>.

## 1) Le demandeur :

Organisme : SAUCOPAR

Nom du représentant légal : Vandamme – Prénom : François

N° de SIRET (commune, entreprise, etc..) 306 350 711 000 74

Adresse : BP 60009

Code Postal : 88161 Commune : LE THILLOT Cedex

Téléphone fixe : Portable :

**Adresse mail** (pour réponse dématérialisée : [récépissé et documents envoyés au pétitionnaire](mailto:r.roussel@saulcot.com)) :

[r.roussel@saulcot.com](mailto:r.roussel@saulcot.com)

Affaire suivie par (Nom et téléphone) : R. Roussel 06.87.98.14.35

## 2) Emplacement du projet :

Commune(s) concernée(s)	Lieu-dit	Parcelle(s) concernée(s) (Section et n° parcelle)	Propriétaire (si différent du pétitionnaire joindre accord du propriétaire ou justificatif de procédure)
Saulxures-sur-Moselotte	Les Longènes	77 – section BH (pour l'accès) 87 – section BH (pour l'accès)	Syndicat intercommunal d'assainissement des eaux usées Commune de Saulxures-sur-Moselotte

L'autorisation des deux propriétaires pour la réalisation des travaux est inséré en pièce jointe n°7.

Nom du cours d'eau	Catégorie piscicole * (1 <sup>ère</sup> ou 2 <sup>ème</sup> )	Longueur de cours d'eau concernée par les travaux	Largeur moyenne
La Moselotte	1 <sup>ère</sup> Catégorie	9 m	30-35 m

\* : voir arrêté 619/2013 du 4 décembre 2013 disponible en mairie ou sur le site Internet de l'État

### **3) Nature, consistance, volume et objet du projet et rubrique(s) correspondante(s) de la nomenclature :**

A/ Rubriques de la nomenclature (cocher) :

3.1.5.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens :		
2° autres cas que destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères	D	<input checked="" type="checkbox"/>
3.1.2.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, [...], ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau inférieure à 10 m.	D	(cocher le cas échéant)

*Attention, selon la nature de votre projet, d'autres rubriques de la nomenclature peuvent être concernées. Dans ce cas, ce dossier ne pourra pas être utilisé pour votre demande.*

B/ Nature et consistance des travaux :

Expliquer la nature du projet, le déroulement des travaux, les matériaux utilisés et préciser impérativement toutes les cotes (longueur, largeur, hauteur ....) :

**Objet de la déclaration (exemples : réparation d'un pont, pose d'une buse cadre ...) :**

Réparation du vannage de décharge.

**Résumé non technique du projet :**

Lors d'une manœuvre du vannage de décharge, situé en rive gauche du barrage des Longènes, le panneau des deux vannes est sorti des rainures de l'ouvrage, rendant l'organe de décharge non fonctionnel.

A la suite de cet événement, le panneau de la vanne gauche a pu être réinséré dans les rainures. Cependant, la réparation du panneau droit nécessite une mise hors d'eau de la partie amont de l'ouvrage.

Il est prévu également de profiter de la mise hors d'eau pour renforcer le panneau de la vanne gauche.

Aucun usage de béton n'est nécessaire.

La mise hors d'eau s'effectuera via la mise en place de batardeaux en amont immédiat de l'ouvrage de décharge. La vidange de zone de chantier sera réalisée gravitairement et progressivement (pour éviter tout départ de matière en suspension vers le cours d'eau) via la vanne gauche du vannage de décharge.

**Raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives (justification de la nécessité de travaux sur le cours d'eau, autres solutions techniques, choix de l'emplacement ...) :** Pour cela il convient d'appliquer la **séquence « Éviter, Réduire, Compenser »** (la réglementation exige d'éviter au maximum les impacts sur les milieux aquatiques. Pour cela il convient d'envisager d'autres techniques).

Sans travaux, le vannage de décharge n'est plus pleinement fonctionnel (en partie seulement). Les travaux sont donc nécessaires au fonctionnement mais également à la sécurité du site et de ses abords (notamment pour éviter une aggravation du phénomène d'inondation).

Mesure d'évitement :

Le pétitionnaire a essayé à plusieurs reprises de remettre le panneau du vannage dans les rainures pour éviter tout travaux. Seul le panneau gauche du vannage a pu être remis en place.

Il est donc nécessaire de vidanger la retenue pour réaliser l'entièreté des travaux de réparation.

### Mesures de réduction :

- Afin d'éviter une vidange totale de la retenue, il est retenu la mise en place de batardeaux en amont immédiat du vannage. Ainsi, seule une zone limitée de la retenue sera mise hors d'eau et le niveau de la retenue ne sera pas abaissé ;
- Vidange gravitaire et progressive de la zone de chantier pour éviter toute pollution mécanique de la rivière en aval du projet ;
- Réalisation du projet lors de la période allant de juillet à octobre 2024, soit en dehors de la période de frai des salmonidés, qui peuplent la Moselotte ;
- En cas de poche résiduelle seulement : réalisation d'une pêche de sauvetage.

A l'issue de ces mesures, les impacts du projet sont estimés comme très faibles. En conséquence, il n'est pas proposé de mesures de compensation.

### Calendrier de réalisation prévisionnel :

Les travaux sont prévus pendant la période allant de juillet à octobre 2024 (hors période de frai des salmonidés et période favorable aux basses eaux).

### B.1/ Travaux préparatoires : (compléter)

#### Préparation du chantier :

- **Phase 1 : Installation de chantier et accès depuis la berge en rive gauche ;**  
*A noter qu'en cas de coupe et/ou élagage de la végétation, la date d'intervention de cette étape sera compatible avec les périodes favorables pour les oiseaux (soit en dehors de la période du 1er avril au 31 juillet) et pour les chiroptères (soit en dehors de la période de juin à juillet). Le pétitionnaire devra également respecter l'arrêté préfectoral n°139/2023/DDT du 25 mai 2023, modifiant l'arrêté n°329/2021/DDT du 14/12/2021 réglementant les dates d'entretien des haies afin de protéger les oiseaux pendant la période de nidification. A ce titre, il est interdit à quiconque d'effectuer des travaux (destruction, entretien, taille...) sur les haies pendant une période allant du 16 mars au 15 août, période sensible de reproduction de l'avifaune.*
- **Phase 2 : Mise hors d'eau de la zone de chantier**
  - Phase 2.1 : Mise en place de batardeaux en amont du vannage afin de permettre la mise hors d'eau de la zone de chantier. Il est préconisé de fixer la crête des batardeaux à la cote 492.39 NGF (crête du seuil + 40 cm), ce qui permettrait l'évacuation d'un débit de l'ordre de 12 m<sup>3</sup>/s (par surverse sur le seuil) correspondant à un débit de crue biennal pour les mois de juin à septembre ;
  - Phase 2.2 : Maintenir la fermeture du vannage de tête du canal d'amenée (actuellement fermé car centrale à l'arrêt) ;
  - Phase 2.3 : Ouverture progressive de la vanne gauche de l'ouvrage de décharge. Vidange progressive de la zone de chantier.
- **Phase 3 : Travaux de réparation de l'ouvrage de décharge**
- **Phase 4 : Retrait de chantier**
  - Phase 4.1 – Fermeture du vannage de décharge ;
  - Phase 4.2 – Retrait progressif des batardeaux (pour éviter tout départ de matière en suspension vers l'aval) ;
  - Phase 4.3 – Retrait de l'installation de chantier et mise en service des ouvrages.

Un plan de phasage des travaux est inséré en pièce jointe n°6.

Sauf justification précise, une (ou des) pêche de sauvegarde des espèces piscicoles sera réalisée pour éviter la mortalité de ces espèces pendant toute la durée du chantier. Le poisson récolté sera déversé dans les eaux libres les plus proches et à l'amont du chantier. Justification précise de l'absence de nécessité de pêche de sauvegarde (liée à la configuration du site uniquement) :

Il n'est pas prévu de pêche de sauvegarde.

En effet, la vidange de la zone de travaux s'effectuera gravitairement via le panneau gauche du vannage de décharge. Le fond est descendant jusqu'à la vanne, ainsi, il est peu probable qu'une poche d'eau résiduelle subsiste après la vidange. Le risque de mortalité pendant la mise hors d'eau de la zone de chantier est estimé comme très faible.

Si toutefois une poche d'eau résiduelle apparaît, une pêche de sauvegarde sera réalisée par le pétitionnaire.

**B.2/ Travaux objet du projet :** (compléter en précisant notamment les caractéristiques : dimensions, matériaux employés, granulométrie des matériaux, etc.)

- Réparation du panneau droit de l'ouvrage de décharge (cela consiste à réinsérer le panneau dans les rainures du vannage et à renforcer le panneau) ;
- Consolidation du panneau gauche de l'ouvrage de décharge.

Type d'engin(s) utilisé(s) : Pelle hydraulique

- Chantier en eau:                    - engin travaillant depuis les rives                      
   - engin dans le lit du cours d'eau                      
   - autres (à préciser) :                   

- Chantier hors d'eau:                - par mise en place de batardeau et pompage                  
   - par mise en place de batardeau et tuyaux                  
   - autres (à préciser) :                   

Mise en place de batardeau et vidange gravitaire par le vannage de décharge (la vanne gauche est manœuvrable).

**B.3/ Travaux de remise en état des lieux et gestion des déchets :** (compléter)

Volume et destination des déblais :

Les travaux envisagés ne sont pas susceptibles de générer des déblais.

Nature et destination des déchets générés :

Les déchets potentiels générés seront évacués et traités selon la filière adaptée.

Travaux de remise en état des lieux :

- S'il y a des déchets : évacuation et traitement selon la filière adaptée ;
- Remise en état du milieu (reconstitution de manière similaire à l'état initial) ;
- Nettoyage de la voirie d'accès le cas échéant.

**4) Un document indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en oeuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques :**

A1/ Caractéristiques du cours d'eau au niveau du projet :

- Profondeur moyenne du cours d'eau (hauteur du fond du lit à la berge) : 1m80 au niveau du vannage de décharge.
- Régime de l'eau :  eaux calmes ;  eaux vives.
- Nature des fonds :  blocs ;  graviers ;  sable ;  limon ;  argile en bancs.
- Berges (Si les 2 berges ont des faciès différents, cocher la case correspondant à chaque berge) :  Plates(<5°);  inclinées (5 à 30°);  très inclinées (30 à 70°);  à pic (>70°)
- Nature des berges :  naturelles ;  enrochées ;  bétonnées ;  Autre : Mur bétonné
- Type de végétation présente sur les berges :  Arbres ;  Arbustes ;  Herbes ;  Aucune  
Le lieu du projet comprend-il une zone de frayère et/ou une cache à poissons ? :  oui  non

L'avis de l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B. - Coordonnées au chapitre 7.A) ou de l'association de pêche locale (contacter la Fédération de pêche au 03.29.31.18.89 ou voir le site [www.peche88.fr](http://www.peche88.fr)) pourra utilement être demandé par le pétitionnaire.

A2/ Caractéristiques du cours d'eau en amont et en aval du projet si différent de A1 :

En amont et en aval du projet, les berges sont naturelles et très inclinées (30 à 70°). Par ailleurs, la Moselotte est plutôt caractérisée par des eaux vives (en dehors du remous de l'ouvrage).

B/ Données environnementales :

Les données ci-dessous peuvent être consultées sur les 2 sites internet suivants :

<https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=03ba65a0-71f4-4e17-996c-faa723abe733> et <https://www.grand-est.ars.sante.fr/la-protection-des-captages-deau-potable>

L'emplacement des travaux est-t-il ? : (Cocher les cases concernées par le projet et compléter)

Dans une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique)	<input checked="" type="checkbox"/>	Nom de la zone : ZNIEFF de type 2 « Massif Vosgien » (Id 410010387)
Dans un ENS (Espace Naturel Sensible)	<input type="checkbox"/>	Nom de la zone : En dehors de tout ENS
Dans une ZICO (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux)	<input type="checkbox"/>	Nom de la zone : En dehors de toute ZICO
Dans un périmètre de protection de captage d'eau potable	<input type="checkbox"/>	Nom du captage : En dehors de tout périmètre de captage d'eau potable

☞ Selon le cas, un dossier complémentaire pourra être demandé.

<b>Évaluation des incidences Natura 2000 (EIN) - Obligatoire pour tous les dossiers : cocher une case</b>	
Je déclare que mon projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur le site Natura 2000 le plus proche	<input checked="" type="checkbox"/> Après avoir identifié la position de mon projet par rapport au site Natura2000 le plus proche sur le site : <a href="http://www.geoportail.gouv.fr/carte">http://www.geoportail.gouv.fr/carte</a> 1/ renseigner l'adresse 2/ cliquer sur le logo à droite carte en cours 3/ + de données : sélectionner « Développement durable, énergie » puis « espaces protégés »



		<p>4/ cliquer Sites Natura 2000 (Directive oiseaux et directive Habitats et + fond du carte Plan IGN)</p> <p>1. Je joins une carte avec mon projet et le site Natura 2000 le plus proche  2. J'expose les raisons pour lesquelles mon projet n'est pas susceptible  3. d'avoir une incidence sur le site Natura 2000 le plus proche :</p> <p>La zone Natura 2000 la plus proche (FR4100190 : Forêts et étangs du Bambois) est située à 280 mètres et sur une rive différente du site d'étude. Malgré la proximité du projet par rapport à une zone Natura 2000, les aménagements prévus n'auront pas d'incidences sur le site. Ils ont vocation à rétablir parfaitement le fonctionnement du site hydraulique.</p>
Mon projet est susceptible d'avoir une incidence sur un site Natura 2000	<input type="checkbox"/>	Je transmets une EIN conforme aux articles R414-23 II et suivants du Code de l'Environnement

C/ Types d'interventions dans la zone du chantier :

☞ *Cocher les cases concernées par le projet*

<b><i>sur les berges :</i></b>		
Élimination des arbres et arbustes	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : _____
Terrassement	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : _____
Remblais	<input type="checkbox"/>	Surface concernée : _____
Enrochements	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : _____
Autres (à préciser)	<input type="checkbox"/>	
<b><i>sur le lit :</i></b>		
Fouille	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : _____
Reprofilage	<input type="checkbox"/>	Longueur concernée : _____
Création de seuil temporaire	<input type="checkbox"/>	Hauteur du seuil : _____
Autres (à préciser)	<input type="checkbox"/>	
<b><i>Sur la qualité de l'eau :</i></b>		
Emploi de ciment	<input type="checkbox"/>	Mesures à détailler au D/ pour prévenir les pollutions.
Coffrage en lit mineur	<input type="checkbox"/>	
Modification de l'écoulement	<input type="checkbox"/>	
Autres (à préciser)	<input type="checkbox"/>	

D/ Mesures d'évitement, de réduction ou compensatoires :

Mesures envisagées pour éviter, réduire les impacts du projet, notamment sur le cours d'eau concerné et compenser les impacts résiduels (**en plus des mesures prévues au chapitre 7**) : *(compléter)*

Les impacts négatifs du projet concernent exclusivement la phase travaux.

Les mesures ERC sont déjà évoquées au chapitre 3. Pour rappel :

Mesure d'évitement :

Le pétitionnaire a essayé à plusieurs reprises de remettre le panneau du vannage dans les rainures pour éviter tout travaux. Seul le panneau gauche du vannage a pu être remis en place. Il est donc nécessaire de vidanger la retenue pour réaliser l'entièreté des travaux de réparation.

Mesures de réduction :

- Afin d'éviter une vidange totale de la retenue, il est retenu la mise en place de batardeaux en amont immédiat du vannage. Ainsi, seule une zone limitée de la retenue sera mise hors d'eau et le niveau de la retenue ne sera pas abaissé ;
- Vidange gravitaire et progressive de la zone de chantier pour éviter toute pollution mécanique de la rivière en aval du projet ;
- Réalisation du projet lors de la période estivale, soit en dehors de la période de frai des salmonidés, qui peuplent la Moselotte ;
- En cas de poche résiduelle seulement : réalisation d'une pêche de sauvetage.

Une vigilance particulière sera accordée lors des travaux afin d'éviter tout déversement accidentel de produits polluants, en particulier les hydrocarbures. A la fin du chantier, le site sera remis en état.

E/ Compatibilité SDAGE et contribution aux objectifs du Code de l'Environnement :

Le déclarant s'engage à ce que les travaux envisagés soient compatibles avec le SDAGE concerné par le projet (selon le lieu, SDAGE Rhin-Meuse ou ~~SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse~~ : voir notamment les extraits des SDAGE joints au document) et déclare que les travaux contribuent à l'atteinte des objectifs du Code de l'Environnement (L 211-1 et D 211-10).

**5) Les moyens de surveillance (techniques, humains : préciser noms et coordonnées téléphoniques) :**

a) Pendant les travaux (compléter) :

Les travaux feront l'objet d'une surveillance effectuée par le pétitionnaire et par l'entreprise chargée des travaux.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution ou un désordre dans l'écoulement des eaux, toutes les dispositions nécessaires seront prises pour en limiter les effets et éviter qu'il ne se reproduise : Si nécessaire les travaux seront interrompus. Le Préfet et les maires des communes concernées seront prévenus dans les meilleurs délais, ainsi que les pompiers si nécessaire.

b) Après les travaux (compléter) :

<u>Contrôles :</u>	<u>Périodicité</u>
De la tenue des ouvrages	2 fois par an
Du bon écoulement des eaux	2 fois par an et après chaque épisode de crue
Autre : _____ _____	

## **6) Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4° :**

### **Pièces à joindre impérativement au dossier**

**PIECE JOINTE n°1** : copie de la carte IGN au 1/25 000<sup>ème</sup> avec indication de l'emplacement du projet et de tous les ouvrages relatifs à ce projet.

**PIECE JOINTE n°2** : extrait de plan cadastral récent avec indication de l'emplacement du projet et de tous les ouvrages relatifs à ce projet (tracer le cours d'eau si non apparent). Faire figurer sur ce plan (ou sur un schéma) le plan de chantier (localisation des travaux, installations de chantier, traversées de cours d'eau le cas échéant, stockages temporaires des matériaux).

**PIECE JOINTE n°3** : photos récentes et numérotées du site du projet (vue d'ensemble, fond du lit, berges, zones de frayères), de l'amont et de l'aval immédiat. Les numéros seront positionnés sur les plans.

**PIECE JOINTE n°4** : schémas en coupe, en long et en plan avec toutes les cotes et dimensions (pour illustrer le point 3), état initial et état futur.

**PIECE JOINTE n°5** : Extrait de carte avec la position du projet et du site Natura 2000 le plus proche ou évaluation des incidences Natura 2000 (cf. § 4-B)

**PIECE JOINTE n°6** : Plan de phasage des travaux

**PIECE JOINTE n°7** : Justificatif foncier pour la réalisation des travaux

**7) Autres demandes déposées** : le cas échéant, indiquer si des demandes d'autorisation ou des déclarations ont déjà été déposées pour le projet avec la date de dépôt et l'organisme auprès duquel elles ont été déposées (exemple : permis de construire, demande de défrichement ...) :

A l'exception de ce dossier de déclaration simplifié au titre de la loi sur l'eau, le projet ne nécessite aucune autorisation ou déclaration supplémentaire.

## **8) Dispositions complémentaires mises en œuvre par le déclarant (précaution, moyens mis en œuvre ...)**

### **A/ Remarques communes à tous les types de travaux**

**Les travaux dans le lit mineur des cours d'eau de première catégorie piscicole ne se feront qu'entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre.**

Les installations et ouvrages seront conçus et réalisés selon les règles de l'art. Notamment, ils résisteront à l'érosion des eaux, resteront stables en crue et en décrue, seront munis de dispositifs de drainage interne pour évacuer les eaux d'infiltration susceptibles de les déstabiliser. Un traitement approprié de la fondation sera le cas échéant mis en œuvre.

L'implantation des ouvrages et travaux prendra en compte les spécificités environnementales locales. Elle ne sera notamment pas de nature à perturber les zones du milieu terrestre ou aquatique, présentant un intérêt floristique et faunistique, et n'engendrera pas de perturbation du régime hydraulique du cours d'eau et de l'écoulement naturel des eaux susceptible d'aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont. Le projet n'entraînera pas la dissémination d'espèces exotiques envahissantes.

La continuité écologique (transport des sédiments et circulation piscicole) devra être assurée à l'issue des travaux.

La plus grande transparence hydraulique sera recherchée dans la conception des installations et ouvrages dont un des objectifs est de ne pas former d'obstacle à l'écoulement des eaux (pas de modification de section, de vitesse, de hauteur d'eau). Les ouvrages ne devront aggraver les crues ni à l'amont ni à l'aval.

Les ouvrages et travaux ne réduiront pas la section naturelle du cours d'eau.

Les écoulements seront maintenus durant les travaux.

**L'Office Français de la Biodiversité (O.F.B.), la DDT (service de police de l'eau) et les maires des communes concernées seront prévenus de la date de début et de fin de chantier ainsi que du nom de la ou des personnes morales ou physiques retenues pour l'exécution des travaux au moins 15 jours avant la date prévisionnelle de début des travaux.**

**Coordonnées de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) :**

téléphone - adresse e-mail : [sd88@ofb.gouv.fr](mailto:sd88@ofb.gouv.fr)

<b>Chef de Service Départemental</b>	06.20.78.58.27	<b>Chef Adjoint du Service Départemental</b>	06.72.08.10.82
<b>Unité Massif</b>	06.20.78.58.11	<b>Unité Plaine</b>	06.72.08.11.59

**Seront présents sur le chantier et pendant toute sa durée (donnés au responsable local sur le chantier) et communiqués à chaque entreprise intervenant sur le chantier :**

- un exemplaire du présent dossier de déclaration,
- un exemplaire du récépissé de déclaration
- un exemplaire des prescriptions générales applicables.

Le demandeur prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute mortalité de la faune présente ou destruction de la flore présente sur l'emprise des travaux ou sur le tronçon impacté par les rejets éventuels.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins sont vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures). Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ.

Les abords du chantier seront nettoyés au fur et à mesure de l'avancement. Le cas échéant, les déblais seront régaliés de telle façon que toute possibilité qu'ils soient entraînés vers le cours d'eau soit écartée et sans constitution de rehaussement de berges ni de remblai en zone inondable.

Les travaux se feront si possible depuis la rive, en basses eaux.

En cas de déviaton temporaire du cours d'eau, le nouveau lit comportera des dimensions adaptées aux conditions hydrauliques du cours d'eau. Le lit et les berges seront recouverts d'un géotextile synthétique non tissé ancrés en berge et au fond.

Dans le cas de mise en place d'une dérivation à l'aide de batardeaux et de canalisations et/ou pompes, la capacité des canalisations sera suffisante pour évacuer les eaux pendant la durée de l'intervention. Il en sera de même si des pompes sont utilisées.

Si un pompage dans une fouille s'avère nécessaire, les eaux d'exhaure seront évacuées vers un terrain à proximité pour décantation ou filtrées avant rejet. Dans le cas d'utilisation de ciment, le pH de l'eau pompée sera vérifié à l'aide de papier pH pour s'assurer de leur neutralité. Dans le cas contraire, les eaux seront neutralisées avant rejet.

Toutes les précautions seront prises pour éviter la pollution des eaux par entraînement de laitance de ciment (les coffrages seront étanches et les débordements de ciment et béton seront immédiatement récupérés), d'hydrocarbures ou par départ de sables, limons ou fines.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier et le stockage des déchets seront réalisés sur des aires aménagées à cet effet et équipées de dispositifs de rétention. Ces surfaces seront impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Les frayères, les faciès d'écoulement et les habitats aquatiques seront reconstitués dans leur état antérieur au démarrage des travaux, dans la mesure du possible avec les matériaux qui étaient initialement présents sur site.

Les matériaux grossiers naturels de diamètre supérieur à 2 mm extraits lors de l'opération seront remis dans le cours d'eau de manière à permettre le mécanisme de transport solide et à maintenir le lit dans son profil d'équilibre.

La remise en eau des tronçons mis à sec lors de l'opération est réalisée graduellement afin de limiter au maximum le départ de matériaux fins vers l'aval.

Dans le cas de reconstitution de berges après intervention, une stabilisation des matières meubles est nécessaire par la mise en place d'un géotextile biodégradable avec ensemencement à l'aide d'espèces résistantes à l'arrachement. Le cas échéant, un bouturage ou des plantations d'essences adaptées pourront être réalisées.

La ripisylve déboisée pour les besoins des travaux sera reconstituée dans l'année suivant les travaux (mise en place de jeunes plants ou bouturage d'essences adaptées en densité au moins équivalente). Les terrains utilisés, notamment pour les installations de chantier, seront remis dans leur état initial ou renaturés.

Les ouvrages ou installations seront régulièrement entretenus de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des milieux aquatiques. Ils seront compatibles avec les différents usages du cours d'eau.

*Information concernant les réparations de murs empierrés : les interstices entre les pierres peuvent accueillir des **chauves-souris, espèce protégée**. Ils ne doivent pas être rejointoyés car la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos est interdite (article L 411-2 du Code de l'Environnement et arrêté de préservation du 23 avril 2007). Pour obtenir des informations sur les techniques à employer, prendre contact avec l'Agence Française pour la Biodiversité ou une association de protection de l'environnement ou des oiseaux.*

## **B/ Selon le type de travaux à réaliser**

Chapitre 7.B à adapter à la nature des travaux : **Rayer les paragraphes inutiles (ne pas enlever les paragraphes dans le document informatique : barrer les lignes)**. En cas de paragraphes supprimés abusivement un arrêté de prescriptions spécifiques sera fait pour les rétablir, ce qui aura pour conséquence **d'allonger le délai d'instruction**.

Aucun paragraphe ci-dessous n'est concerné par la nature du projet.

### **B.1/ Pose de buse – création ou réparation de pont**

Rappel de l'article L 215-9 du Code de l'Environnement : "*Le propriétaire riverain d'un cours d'eau non domanial ne peut exécuter des travaux au dessus de ce cours d'eau ou le joignant qu'à la condition de ne pas préjudicier à l'écoulement et de ne causer aucun dommage aux propriétés voisines*"

~~L'alternative avec un pont (sans emprise dans le lit) sera privilégiée systématiquement afin de limiter les interventions sur le lit mineur du cours d'eau et sur les cours d'eau pour lesquels la roche mère se trouve à proximité du fond du lit.~~

~~Les buses seront de section rectangulaire (cadres).~~

~~La section hydraulique de l'ouvrage ne sera pas inférieure à celle du cours d'eau à plein bord. Le dimensionnement de l'ouvrage n'occasionnera pas de modification de l'écoulement des eaux.~~

~~Le tirant d'air du pont ou de la buse sera suffisant pour permettre l'évacuation des flottants sans générer d'embâcles lors des crues : au minimum de 30 cm au dessus du niveau de l'eau de la crue moyenne.~~

~~Le radier intérieur de la structure (fil d'eau) sera enterré au minimum de 30 centimètres (en tout point) sous le lit naturel aval afin de garantir la continuité du cours d'eau dans l'ouvrage.~~

~~Pour les travaux de sablage et de mise en peinture de l'ouvrage, une bâche sera mise en place pour récupérer les déchets. Ceux-ci seront évacués et traités selon la législation en vigueur~~

~~La vitesse maximale de l'eau dans l'ouvrage n'excédera pas 1m/s afin de permettre la circulation de la faune piscicole sauf en cas de débordement du lit mineur ou si la vitesse à l'amont est déjà supérieure à cette valeur. Dans ce dernier cas, la vitesse maximale de l'eau dans l'ouvrage sera celle de l'eau en amont (sauf débordement du lit mineur).~~

~~Les ouvrages devront être entretenus régulièrement et les embâcles enlevées et évacuées en dehors de la zone inondable.~~

**B.1.1/ Cas des cours d'eau à faible pente (inférieure ou égale à 2%, localement au niveau des travaux) :**

Dans le cas de buses-cadres, l'ouvrage sera calé de niveau, en prenant le point aval comme référence, afin d'éviter l'existence d'une chute d'eau à sa sortie.

Le lit du cours d'eau sera reconstitué dans l'ouvrage, soit avec les matériaux du lit initial, soit à l'aide de matériaux alluvionnaires de granulométrie 0/80mm, pour permettre la migration des poissons. Un lit mineur d'étiage non linéaire (sinueux) identique en dimensions (largeur, profondeur) au lit mineur d'étiage naturel sera reconstitué dans l'ouvrage.

Des blocs de granulométrie 150/200mm seront disposés de façon éparse sur le fond du lit reconstitué afin de diversifier les écoulements.

Un seuil de stabilisation du profil en long sera réalisé à quelques mètres en aval de l'ouvrage. Le seuil sera composé de blocs de granulométrie 300/400mm disposés dans une bêche. La crête du seuil ne dépassera pas du fond du lit du cours d'eau.

Dans le cas d'un pont, les piédroits seront réalisés dans la berge, en prenant le haut de berge comme référence. Les semelles seront réalisées à 0,5 m minimum sous le fond du lit du cours d'eau. Au dessus des semelles le lit sera recréé à l'aide de matériaux identiques en granulométrie et en nature à ceux constituant le lit naturel. La ligne d'eau et les fonds avant et après travaux ne doivent pas être modifié e-s.

**B.1.2/ Cas des cours d'eau à forte pente (supérieure à 2%, localement au niveau des travaux) :**

Le dimensionnement intégrera la rugosité (interne) de l'ouvrage (« surdimensionnement »).

La pente de l'ouvrage sera réduite par rapport au terrain initial. Des aménagements amont et aval seront réalisés pour compenser la différence de niveau.

La rugosité dans l'ouvrage sera reconstituée de blocs scellés ou de barrettes munies d'échancrures, à raison d'au moins une barrette par élément cadre (à définir au point 3).

Le lit du cours d'eau sera reconstitué dans l'ouvrage entre chaque barrette à l'aide de matériaux de granulométrie 0/150mm de même nature que ceux constituant le lit naturel, pour permettre la migration des poissons.

Des seuils de stabilisation du profil en long seront réalisés à quelques mètres en amont et en aval de l'ouvrage. Ils seront composés de blocs de granulométrie 300 à 500mm disposés dans une bêche. La crête du seuil ne dépassera pas du fond du lit du cours d'eau. Ils seront pérennes.

**B.1.3/ Création d'un radier:**

Dans le cas de la réfection ou de la création d'un radier (dalle de fondation), celui-ci sera réalisé au moins 0,50 m sous le fond naturel du cours d'eau. Dans la partie supérieure du radier, des blocs de granulométrie 300/400 mm seront ancrés aux deux tiers dans le béton à raison d'au moins 5 à 6 blocs par mètre carré (à définir au point 3). Après séchage, des matériaux identiques à ceux constituant le lit seront mis en place entre les blocs jusqu'au niveau du fond du lit.

**B.2/ Seuil ou installation de moins de 20 cm de hauteur entre amont et aval**

Le seuil en enrochements sera noyé et irrigué (seuil étanche non filtrant) en étiage et permettra la circulation de toutes espèces piscicoles et en tout temps.

Pour permettre le passage des poissons et rompre l'homogénéité du seuil, les enrochements mis en place seront de taille hétérogène. (La granulométrie maximale utilisée est à préciser au § 3/B.2).

**B.3/ Enlèvements d'atterrissements / entretien du lit mineur (au titre de l'article L 215-14 du Code de l'Environnement)**

***Remarque :*** Pour les cours d'eau à faible pente, les causes de l'envasement sont à rechercher pour ne pas répéter cette intervention fréquemment (causes possibles : sur dimensionnement de lit, présence de point haut à l'aval, modification des débits liée à l'aménagement du bassin versant, ...), une meilleure gestion de l'écoulement est la meilleure solution (création d'un lit d'étiage par exemple).

Les interventions manuelles sont privilégiées pour le respect du milieu naturel aquatique.

La technique du griffage ou du hersage sera privilégiée pour rendre mobiles les matériaux.

Les végétaux ligneux qui se sont installés dans le lit mineur seront coupés.

L'arasement des atterrissements se bornera au décapage des parties mises à sec lors de l'étiage du cours d'eau.

Si les atterrissements sont composés exclusivement de sédiments fins (vase ou limon), la technique de l'aspiro dragage sera privilégiée.

Les matériaux serviront à comblé des anse d'érosion à proximité ou seront régalés sur la rive sans modifier les écoulements en période de crue. Toute exportation est proscrite.

La végétation (herbacée ou arbustive) hors d'eau au débit moyen sera maintenue sur les berges.

Les fosses et les hauts fonds seront respectés avec la fréquence d'origine. Le lit d'origine du cours d'eau sera respecté : il ne sera pas fait de section de forme trapézoïdale, le lit ne sera ni approfondi, ni élargi.

#### **B.4/ Enlèvement d'embâcles**

**Remarque :** *Si l'embâcle d'origine naturelle (branche d'arbre par exemple) n'impacte pas sur le fonctionnement hydraulique, et ne provoque pas d'inondation dans des zones habitées, il pourra être conservé au regard de la diversité qu'il procure au cours d'eau. Dans ce cas son retrait éventuel ne nécessite pas de déclaration.*

Dans le cas contraire, préalablement à son enlèvement, le nettoyage de la zone amont de l'embâcle sera effectué. Il permettra ainsi de récupérer les sédiments déposés ou les flottants piégés par l'obstacle.

Cette mesure empêchera le colmatage des zones à l'aval par la mise en suspension des sédiments et la dissémination des flottants au gré du courant. Le cas échéant, les déchets collectés seront éliminés selon la réglementation en vigueur.

La berge sera stabilisée après avoir retiré un embâcle (arbre déraciné) pour éviter toute érosion.

Dans la mesure du possible (s'ils n'engendrent pas de risques) et sans mettre en péril la stabilité du lit du cours d'eau, les arbres qui constitueraient des embâcles pourront être calés en rive. Rendus inoffensifs, ils continueront à jouer un rôle d'abris, de zones d'alimentation et de réserves de nourriture pour le poisson.

La végétation (arbustive et arborescente) à proximité du chantier sera élaguée

#### **B.5/ Traversée de cours d'eau (pose de canalisations ou de câbles enterrés)**

**Remarque :** *Dans la mesure du possible et sur les parties de cours d'eau très sensibles, la technique de fonçage doit être envisagée. Par ailleurs, le passage en « aérien » peut être envisagé dans le cas de la proximité d'un pont. Le câble ou la canalisation y seront fixés directement.*

Les traversées de cours d'eau seront faites perpendiculairement à celui-ci afin de réduire le linéaire touché par les travaux.

L'enfouissement de la canalisation ou du câble se fera à une profondeur d'au moins 0,60 m afin d'éviter leur mise à jour après érosion de la zone de passage.

La partie de canalisation enterrée sous le cours d'eau ne comprendra aucun raccord.

Après le comblement de la saignée, le fond du lit sera reconstitué à l'identique (nature et granulométrie).

Les berges seront reconstituées à l'identique et pourront être renforcées par mise en place des techniques du génie végétal (tressage, fascinage)

Pour les petits cours d'eau, (1 trait sur les cartes IGN) les travaux seront systématiquement réalisés hors d'eau. Une technique de pompage, de busage ou de détournement sera utilisée.

Pour les cours d'eau plus importants (double trait) la technique de la fouille pourra être utilisée. Dans ce cas, un seuil temporaire sera édifié en aval pour contenir le départ de sable et réduire la vitesse du courant lors de la fouille ; le bief ainsi créé sera curé avant retrait du seuil.

## **B.6/ Débardage – Exploitation forestière**

### **B.6.1/ Exploitation forestière :**

Les arbres seront abattus à l'opposé du cours d'eau. Dans le cas de chute d'un arbre au dessus d'un cours d'eau, celui-ci sera tiré en en dehors du cours d'eau avant démembrement.

Les rémanents seront stockés en dehors de la zone inondable du cours d'eau

### **B.6.2/ Traversée de cours d'eau permanente :**

Ne seront utilisées que les techniques suivantes :

Pont ou buse-cadre (voir rubrique 7-B.1).

Gué empierré : réservé à une très faible desserte et à des cours d'eau de faibles dimensions et dont les fonds sont composés de matériaux graveleux. En cas de passages répétés, la technique « rondins + buse PEHD + géotextile » sera utilisée : Mise en place d'un géotextile anti-contaminant ancré sur le fond du lit et sur les berges, puis mise en place d'une ou de plusieurs (en fonction du débit à faire transiter) **buses en P.E.H.D.** annelé et comblement des interstices à l'aide de rondins.

### **B.6.3/ Traversée provisoire pendant la durée de la sortie des bois :**

***Utiliser le document de déclaration spécifique aux traversées provisoires de cours d'eau dans le cadre de travaux forestiers.***

## **B.7/ Consolidation ou protection de berges par des techniques autres que végétales ou mixtes sur une longueur de moins de 20 mètres**

*Les techniques de protection par utilisation du Génie Végétal (génie végétal uniquement ou techniques mixtes avec enrochement de pied de berge et génie végétal en berge par exemple) seront privilégiées.*

*Dans ce cas, les espèces végétales seront choisies parmi les espèces naturellement présentes sur les berges des cours d'eau ou écologiquement adaptées. Les plantations de végétation à système racinaire peu profond, ne permettant pas une bonne stabilité des berges et pouvant entraîner des perturbations importantes sont prosrites (peuplier, épicéa...).*

L'huile de coffrage sera utilisée de manière à ne pas causer de pollution des eaux.

Un batardeau parallèle au sens du courant sera construit pour isoler le chantier (en matériaux propres, un film plastique assurera l'étanchéité).

Les eaux de fouilles seront déversées limpides. Un seuil temporaire sera édifié en aval pour contenir le départ de sable et réduire la vitesse du courant lors de la fouille. Le bief ainsi créé sera curé avant retrait du seuil.

Les laitances de ciments seront confinées pour s'écouler lentement pour éviter toute pollution. Des mesures d'alcalinité seront faites (bandelettes PH) pour vérifier l'absence de pollution.

### **Murs – enrochements :**

Le pied du mur sera disposé en retrait du pied de berge naturelle afin de ne pas modifier la section hydraulique du cours d'eau.

La perte de diversité naturelle de la rive par l'installation du mur sera compensée par un pied de berge ou une banquette enherbée reconstitué en utilisant les matériaux issus de la fouille ou équivalent au fond naturel du cours d'eau. Sa largeur sera au minimum de 0,50 m.

En cas d'impossibilité, une sous-berge artificielle sera constituée, ancrée dans le mur ou des anfractuosités pourront être créées. Le mur ou l'enrochement sera fondé à 0,50 m au minimum sous le fond du lit du cours d'eau.



Caractéristiques des roches:

~~La taille des enrochements sera de dimension hétérogène et adaptée à l'environnement.~~

~~Ils seront propres et exempts de matériaux de démolition ou de déchets de graniterie.~~

~~Des interstices sont à aménager à la base des enrochements, au contact avec l'eau afin de créer des abris pour les poissons (si les roches sont cimentées).~~

~~Certaines roches feront saillie vers le milieu du cours d'eau. (réduction de la banalisation du milieu) (si enrochement des 2 côtés).~~

~~L'installation des enrochements ne changera pas les caractéristiques naturelles du milieu : les travaux respecteront les diversités de largeur et de profondeur et de manière générale le profil en travers et le profil en long du cours d'eau.~~

~~Les souches d'arbres saines seront incorporées dans les enrochements (pour favoriser les rejets).~~

~~La terre végétale sera incorporée aux enrochements pour faciliter la reprise de la végétation.~~

~~L'utilisation de génie biologique (fascines, bouturage) sera utilisée surtout au dessus du niveau des eaux moyennes.~~

**8) Engagement du pétitionnaire :**

Le pétitionnaire s'engage :

- 1) à **respecter** les dispositions des **prescriptions générales** qui lui seront adressées, en particulier l'arrêté de prescriptions générales [rubrique 3150](#),
- 2) à **respecter les engagements** de la présente déclaration (ci-dessus) si celles-ci ne sont pas contraires aux prescriptions générales,
- 3) à **communiquer** à la DDT, aux maires et à l'O.F.B., au moins 15 jours à l'avance, les dates prévisionnelles de début et de fin de chantier et le nom des personnes retenues pour exécuter les travaux,
- 4) à **transmettre une copie** du récépissé et du présent document à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

Nota : le demandeur pourra utilement prendre des photos lors du chantier.

Date : 27. mars 2024

**NOM du représentant légal du pétitionnaire:**

GUY FRANÇOIS VANDAMME

**Signature du pétitionnaire**

ou du représentant légal du pétitionnaire :



**Penser à garder un exemplaire du présent dossier pour l'exécution du chantier (présence d'une copie du récépissé sur le chantier et respect des engagements).**

## Orientations et dispositions des SDAGE (extraits)

Les textes complets des SDAGE sont disponibles sur les sites suivants :

- SDAGE Rhin et Meuse : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/les-sdage-des-districts-rhin-et-meuse-2022-2027>
- SDAGE Rhône Méditerranée : <https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion-de-leau/sdage-2022-2027-en-vigueur>

### Extraits du SDAGE Rhin et Meuse :

- Disposition T3 - O4.1 - D1 : (modifiée)

« Les pratiques suivantes sont considérées comme conduisant à une banalisation, une artificialisation ou une destruction des écosystèmes et sont donc à limiter strictement sauf exception visée à la disposition T3 - O4.1 - D2 concernant notamment des cas particuliers liés aux zones urbaines :

- Les protections de berges par des **enrochements** ou techniques analogues conduisant à bloquer durablement la dynamique du cours d'eau ;
- Les opérations de **rectification** et de **recalibrage\*** ou toute opération conduisant à la modification du profil en travers ou en longueur du lit mineur ;
- Les **couvertures** et **busages** de lit ;
- Les **curages** non réellement et explicitement justifiés ;
- Les installations et rehausses d'ouvrages transversaux barrant le lit mineur ;
- Les endiguements ;
- Le **bétonnage** du lit et des berges ;
- Les créations de **plans d'eau** (gravières, étangs, retenues de stockage, etc.) ;
- Les suppressions des milieux naturels (haies, prairies, etc.) qui contribuent au bon fonctionnement du bassin versant ;
- Les actions qui concourent à dégrader voire à faire disparaître les **milieux humides** (assèchement, drainage, comblement, etc.). »

- Extrait de la disposition T3 - O7.4.5 - D2 :

« Les décisions administratives devant être compatibles avec le présent SDAGE s'attacheront à **préserver la fonctionnalité des zones humides ordinaires**, en particulier les fonctionnalités hydrologique et biogéochimique, et limiter au maximum les opérations entraînant leur dégradation. Les décisions administratives devant être compatibles avec le présent SDAGE\* veilleront à la prise en compte de ces fonctionnalités dans les opérations de remblais, excavations (étangs, gravières, etc.), et limiteront les opérations d'intensification et la modification des pratiques (création de fossés, curages et recalibrages de cours d'eau, retournement des prairies, plantation massive, etc.). En outre, dans chaque département, il est préconisé que les Missions interservices de l'eau et de la nature (MISEN) élaborent, avec l'appui de groupes techniques associant la profession agricole, des doctrines visant à encadrer les drainages de terres agricoles et dans ce cadre à limiter, voire interdire les drainages des zones humides selon des critères et des modalités précises. Une méthodologie et un cadrage pour l'élaboration de ces doctrines sera élaboré au préalable au niveau bassin Rhin-Meuse par un groupe technique dédié. »

### Extrait du SDAGE Rhône Méditerranée :

- ~~ORIENTATION FONDAMENTALE N°2 : CONCRÉTISER LA MISE EN ŒUVRE DU PRINCIPE DE NON DÉGRADATION DES MILIEUX AQUATIQUES~~
- ~~ORIENTATION FONDAMENTALE N°6 : PRÉSERVER ET RESTAURER LE FONCTIONNEMENT DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES ZONES HUMIDES~~
- ~~ORIENTATION FONDAMENTALE N°6A : AGIR SUR LA MORPHOLOGIE ET LE DÉCLOISONNEMENT POUR PRÉSERVER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES~~
  - ~~Disposition 6A-04 : **Préserver et restaurer les rives de cours d'eau** et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves~~
  - ~~Disposition 6A-05 : **Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques**~~
  - ~~Disposition 6A-12 : **Maîtriser les impacts des nouveaux ouvrages**~~
- ~~ORIENTATION FONDAMENTALE N°6B : PRÉSERVER, RESTAURER ET GÉRER LES ZONES HUMIDES~~

**ANNEXE N°1 :**

***Localisation du projet***



L'ouvrage est situé sur la Moselotte, au point kilométrique 25 et sur le territoire de la commune de Saulxures sur Moselotte. Les extraits de cartes suivants précisent l'emplacement du site.

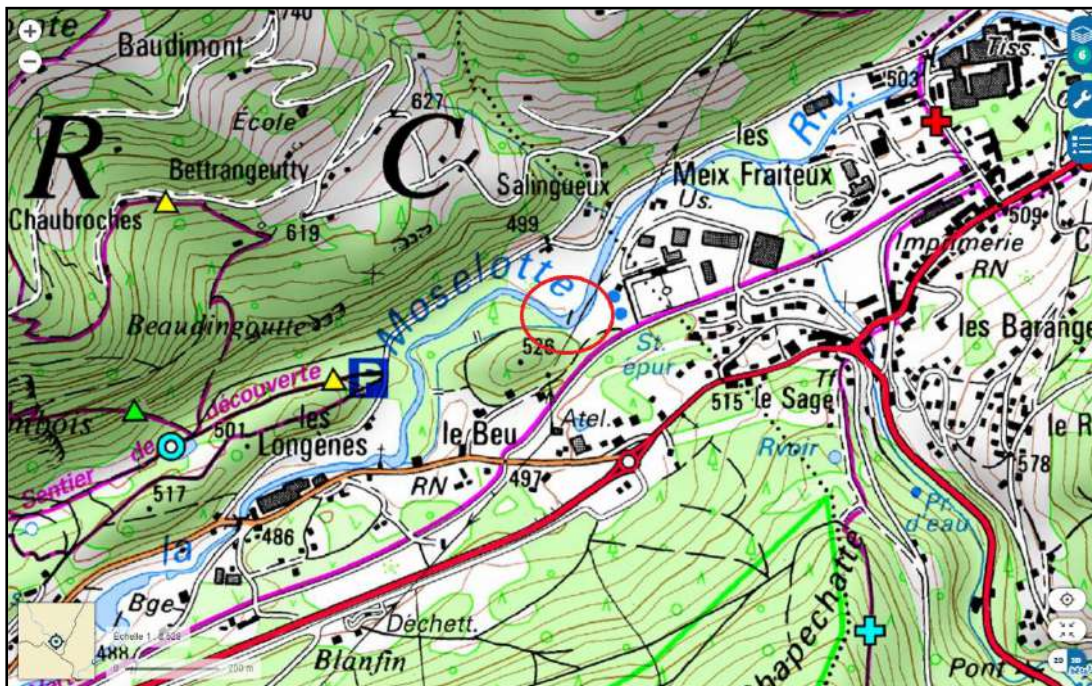
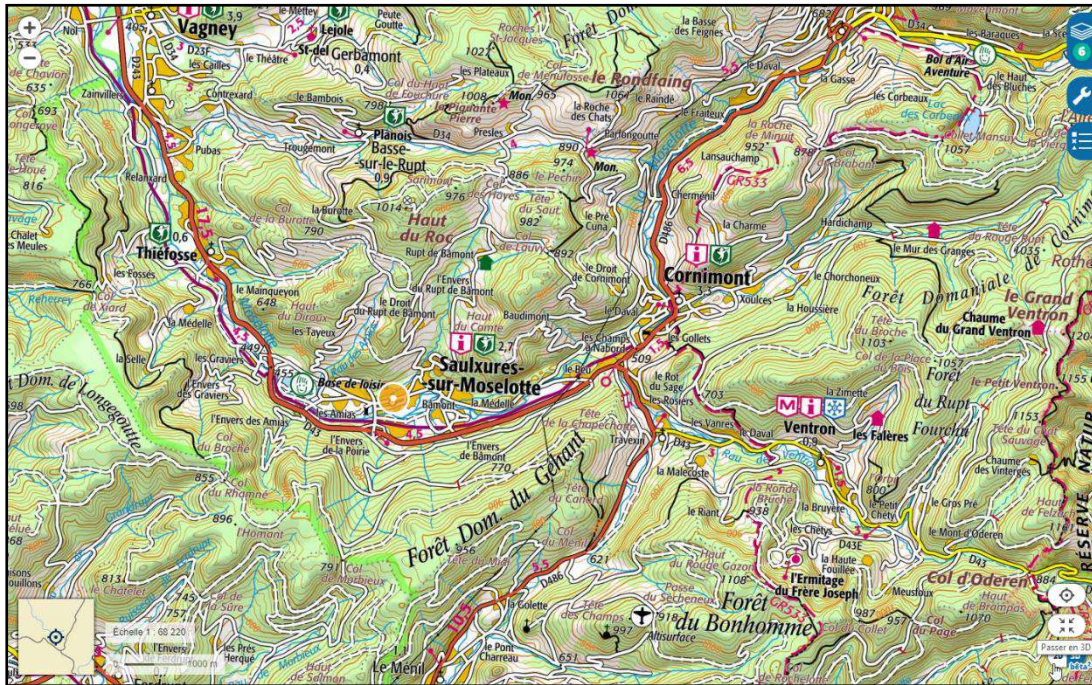


Figure : Extraits de carte IGN (source : [geoportail.gouv.fr](http://geoportail.gouv.fr))

**ANNEXE N°2 :**

***Extrait du plan cadastral***

*(Source : cadastre.gouv.fr)*



Département :  
VOSGES

Commune :  
SAULXURES-SUR-MOSELLOTTE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :  
Bureau antenne du cadastre de  
REMIREMONT  
Centre des Finances Publiques 88206  
88206 REMIREMONT CEDEX  
tél. 03 29 23 44 44 - fax 03 29 23 44 58  
bant.remiremont@dgfip.finances.gouv.fr

Section : BH  
Feuille : 000 BH 01

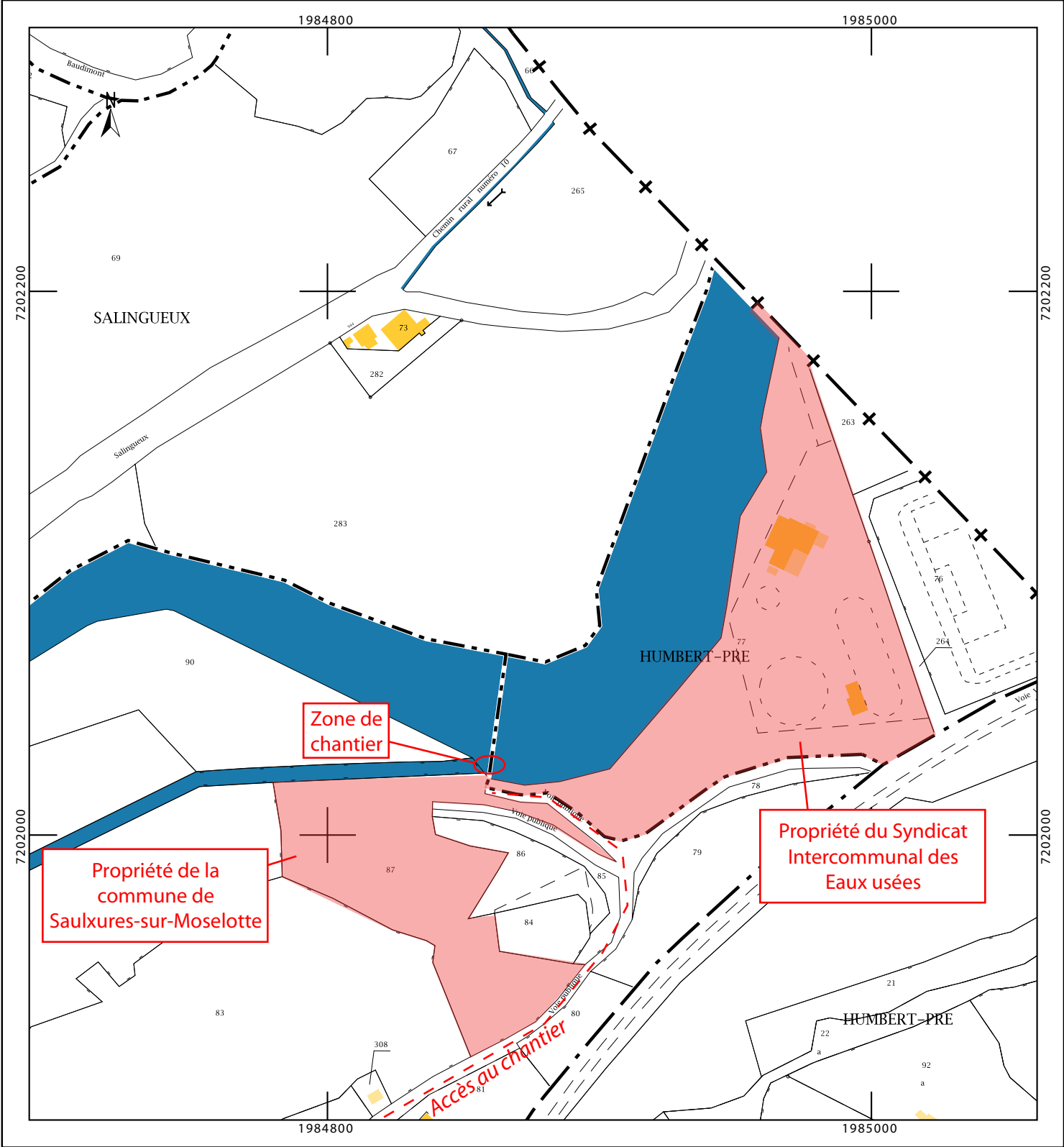
Échelle d'origine : 1/2000  
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 26/02/2020  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





ANNEXE N°3 :

*Planche photographique*





1. Chemin d'accès à la zone de travaux – Partie amont  
(Vue depuis la rive gauche)



2. Chemin d'accès à la zone de travaux au niveau de la zone de chantier (Vue depuis la rive gauche)



3. Vue d'ensemble du barrage  
(Vue depuis la rive gauche)



4. Vannage de décharge à réparer  
(Vue vers l'aval – depuis la rive gauche)



5. Vue aval du vannage de décharge à réparer  
(Vue depuis l'aval)

Commune de SAULXURES-SUR-MOSELOTTE (88)  
*Barrage des Longènes*  
(20/02/2024)

**PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE**



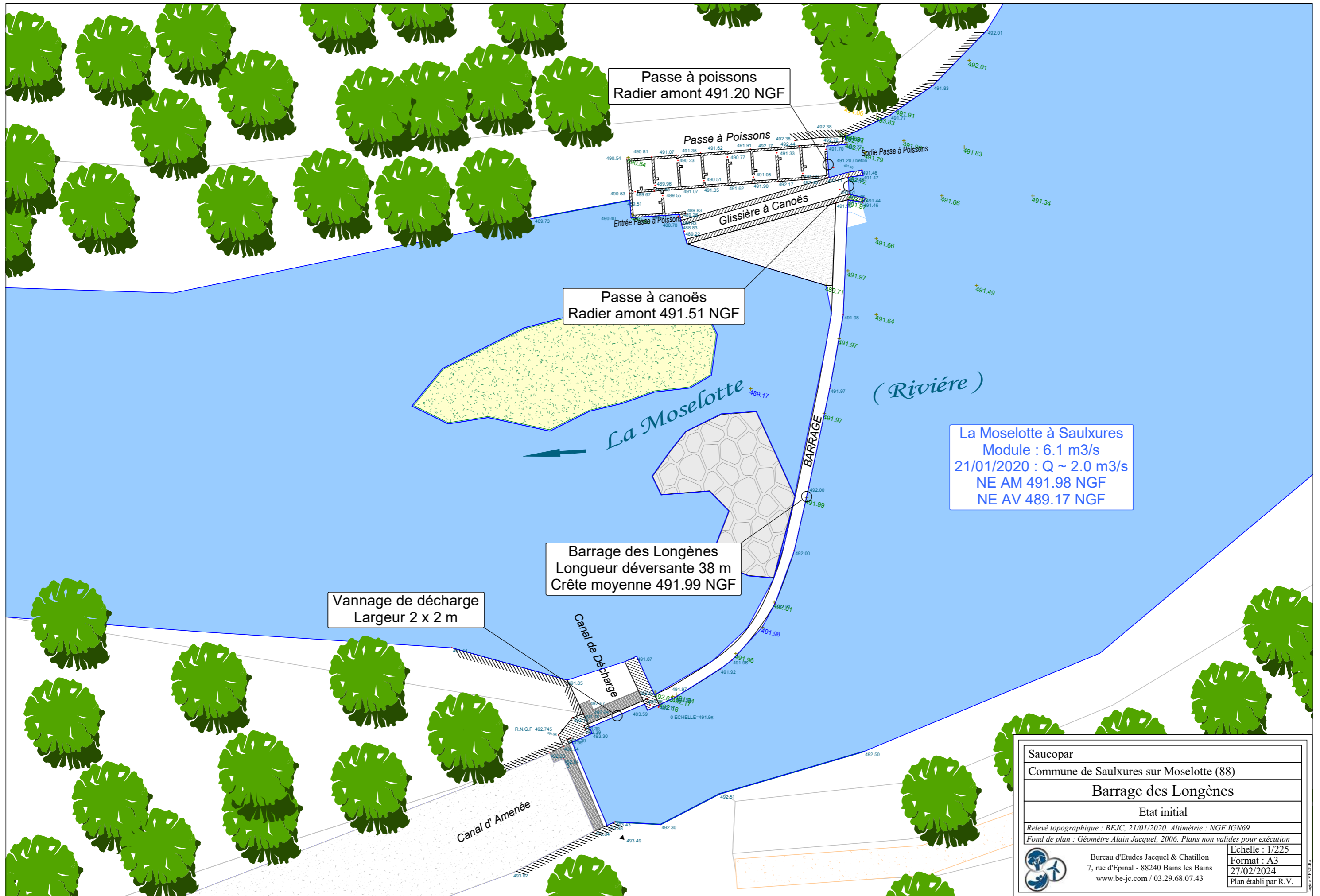
**BUREAU D'ÉTUDES JACQUEL & CHATILLON**

Environnement et Énergies  
www.be-jc.com

**ANNEXE N°4 :**

***Etat initial et Etat projet***





Passe à poissons  
Radier amont 491.20 NGF

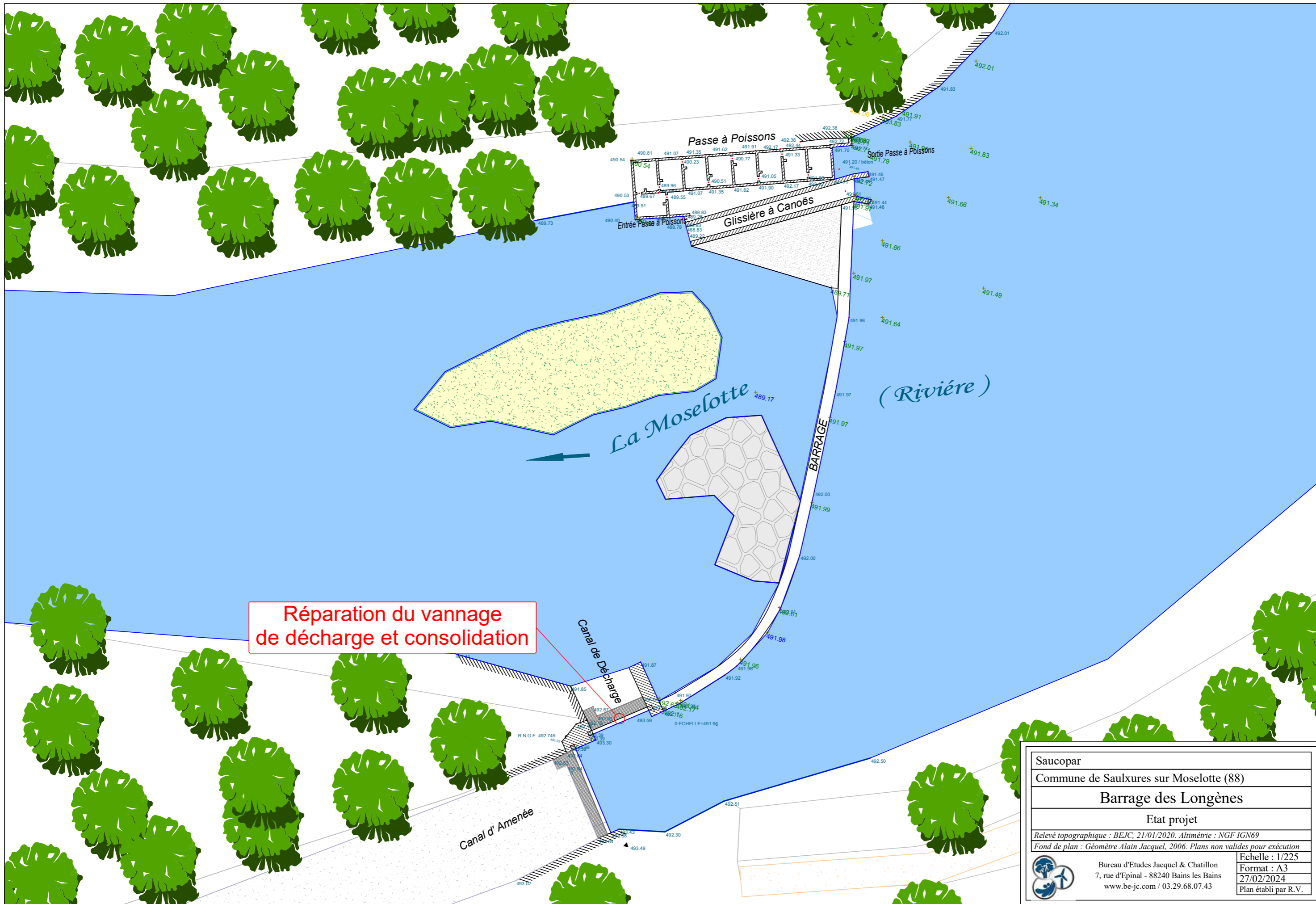
Passe à canoës  
Radier amont 491.51 NGF

Barrage des Longènes  
Longueur déversante 38 m  
Crête moyenne 491.99 NGF

Vannage de décharge  
Largeur 2 x 2 m

La Moselotte à Saulxures  
Module : 6.1 m3/s  
21/01/2020 : Q ~ 2.0 m3/s  
NE AM 491.98 NGF  
NE AV 489.17 NGF

Saucopar	
Commune de Saulxures sur Moselotte (88)	
<b>Barrage des Longènes</b>	
Etat initial	
Relevé topographique : BEJC, 21/01/2020. Altimétrie : NGF IGN69	
Fond de plan : Géomètre Alain Jacquel, 2006. Plans non valides pour exécution	
 Bureau d'Etudes Jacquel & Chatillon 7, rue d'Epinal - 88240 Bains les Bains www.be-jc.com / 03.29.68.07.43	Echelle : 1/225 Format : A3 27/02/2024 Plan établi par R.V.



Réparation du vannage  
de décharge et consolidation

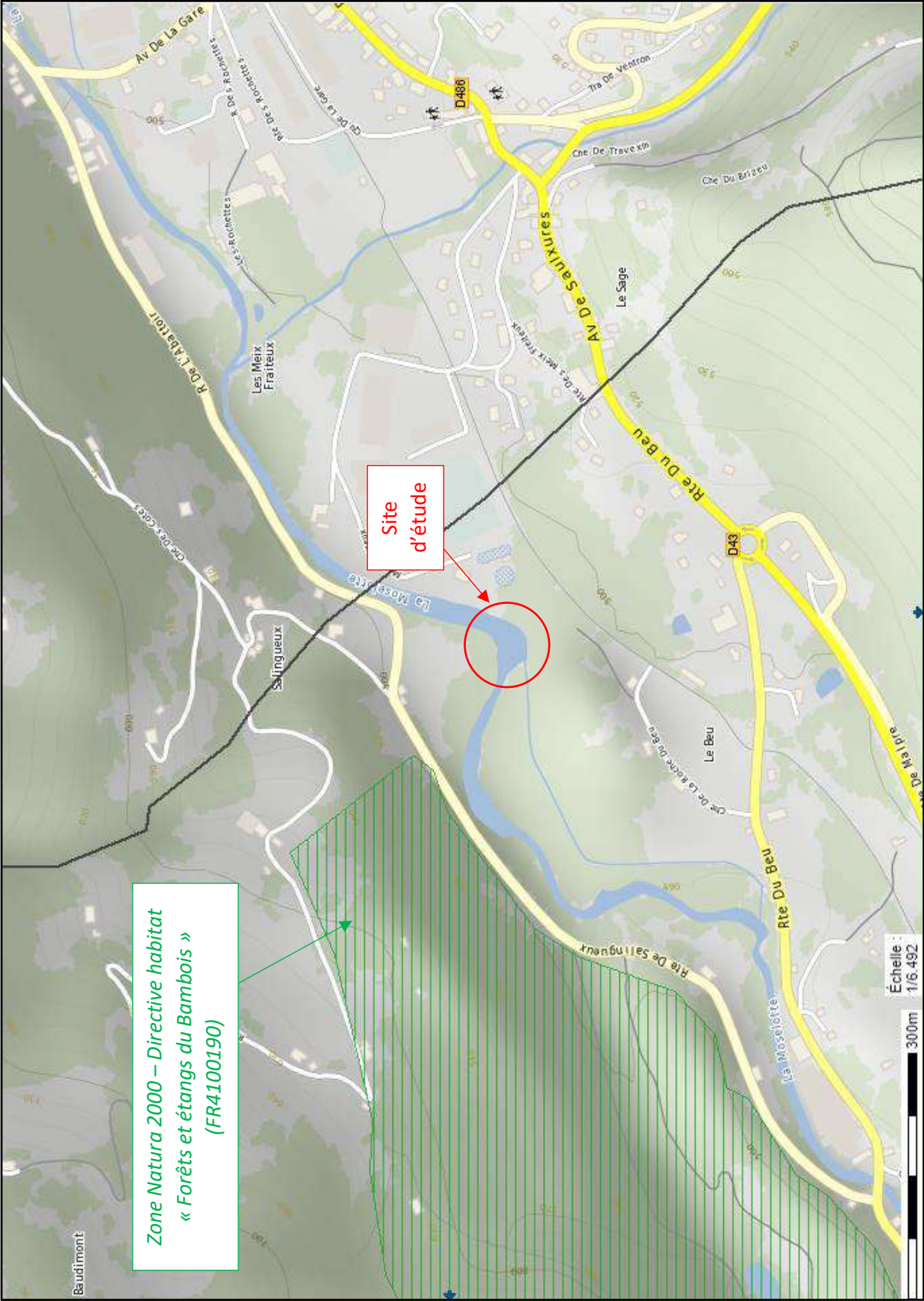
Saucopar	
Commune de Saulxures sur Moselotte (88)	
<b>Barrage des Longènes</b>	
Etat projet	
Relevé topographique : BEJC, 21/01/2020. Altimétrie : NGF IGN69	
Fond de plan : Géomètre Alain Jacquel, 2006. Plans non valides pour exécution	
	Bureau d'Etudes Jacquel & Chatillon
	7, rue d'Epinal - 88240 Bains les Bains
	www.be-jc.com / 03.29.68.07.43
Echelle : 1/225	Format : A3
Plan établi par R.V.	

**ANNEXE N°5 :**

***Natura 2000***







**Zone Natura 2000 – Directive habitat**  
**« Forêts et étangs du Bambois »**  
**(FR4100190)**

**Site d'étude**

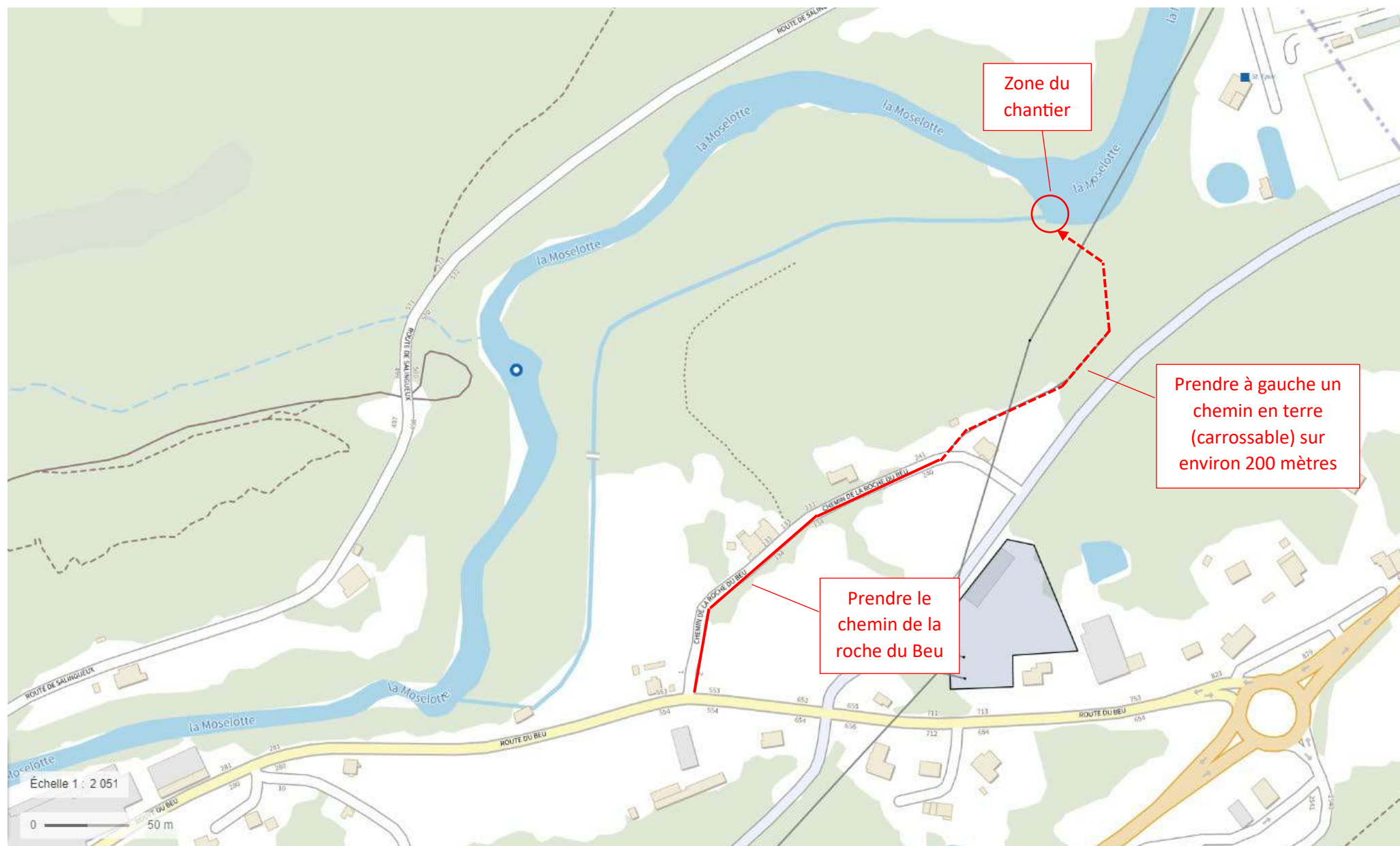
Échelle : 1/6.492  
300m

**ANNEXE N°6 :**

***Phasage des travaux***



## Accès à la zone de chantier



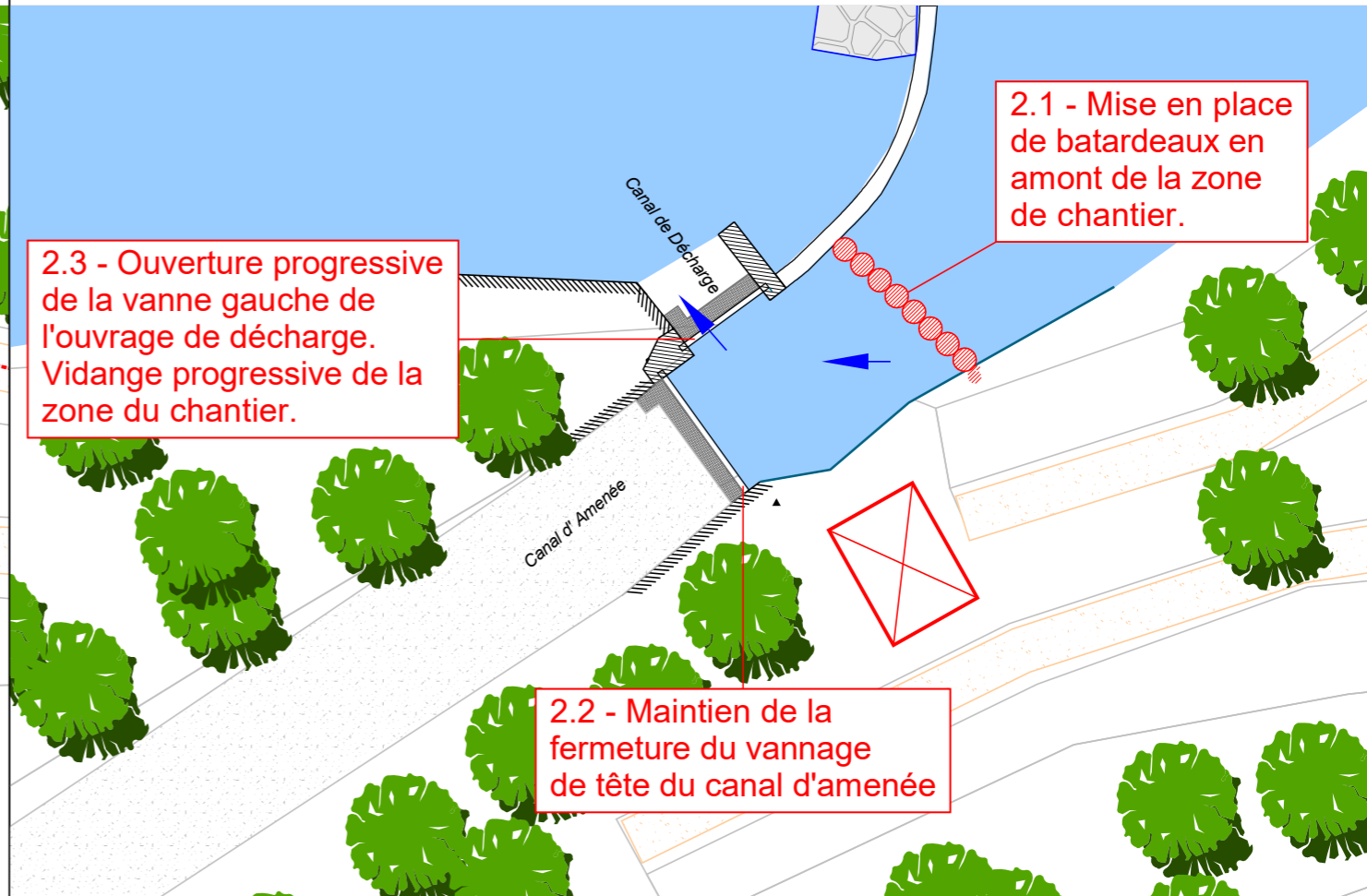
Phase 1 - Installation de chantier

1/300



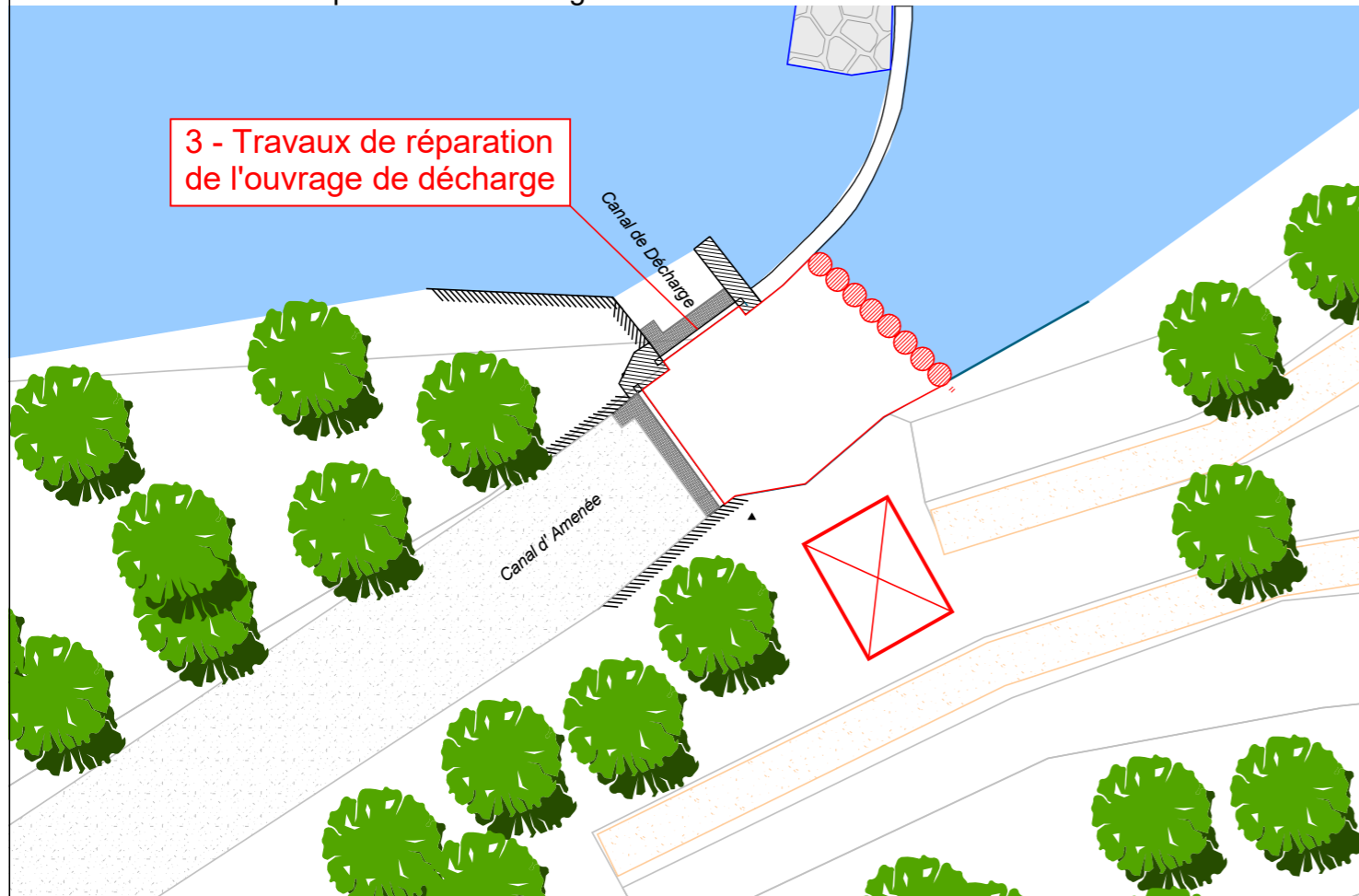
Phase 2 - Mise hors d'eau de la zone de chantier

1/300



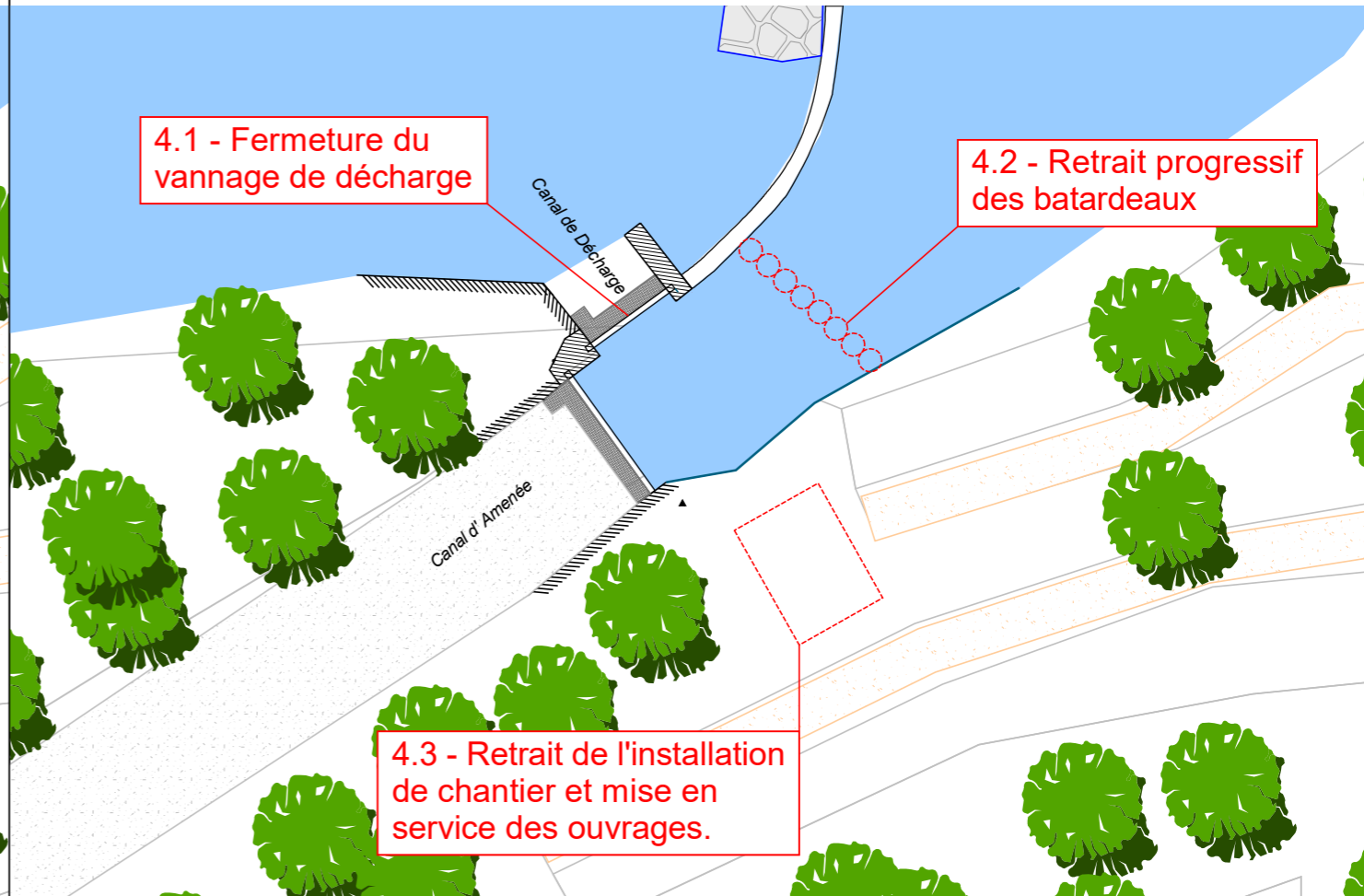
Phase 3 - Travaux de réparation du vannage

1/300



Phase 4 - Retrait de chantier

1/300



Annexe 7







- RÉPUBLIQUE FRANÇAISE -

DÉPARTEMENT DES VOSGES

ARRONDISSEMENT D'ÉPINAL

CANTON DE LA BRESSE

**COMMUNE DE SAULXURES-SUR-MOSELOTTE**

MAIRIE

DE

SAULXURES/MOSELOTTE

309 avenue Jules Ferry

- 88290 -

Tél : 03 29 24 61 18

Saulxures-sur-Moselotte, le 15 mars 2023

SAUCOPAR

BP 60009

88161 LE THILLOT CEDEX

Affaire suivie par C. VANSON

☎ : 03 29 24 58 45

@ : administratif@saulxures-sur-moselotte.fr

Objet : votre demande d'autorisation de passage

A l'attention de Monsieur Roland ROUSSEL

Monsieur,

Pour faire suite à votre lettre du 13 mars dernier, je vous informe que vous êtes autorisé à passer sur la parcelle communale BH 87 afin de réaliser des travaux sur les vannes du barrage de la turbine des Longènes.

En cas de dommages sur la parcelle traversée, les lieux devront être remis en état par vos soins aux termes de vos travaux.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire,

Hervé VAXELAIRE





# Syndicat Intercommunal d'Assainissement

La Bresse - Cornimont

SAUCOPAR  
130, Rue Jacquard  
88290 SAULXURES S/ M

30/11/24

Mail 13/3

Nos réf. : RM/MV - 071/2024  
Objet : Autorisation de passage

CORNIMONT, le 19 MARS 2024

Monsieur,

Nous accusons réception de votre demande et vous informons que nous vous autorisons à passer sur la parcelle BH77 pour vos travaux.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président

Raymond MARCHAL  
03.18 18:24:32 +0100  
Reçu 69869-9225890-1-D  
Signature numérique  
du Président

